

Corruption and Politics in Latin America : National and Regional Dynamics, Stephen D. MORRIS et Charles H. BLAKE, 2011, Londres, Lynne Rienner Publishers, 287 p.

Guillermo R. Aureano

Volume 43, Number 3, September 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1012830ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1012830ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Aureano, G. R. (2012). Review of [*Corruption and Politics in Latin America : National and Regional Dynamics*, Stephen D. MORRIS et Charles H. BLAKE, 2011, Londres, Lynne Rienner Publishers, 287 p.] *Études internationales*, 43(3), 488–489. <https://doi.org/10.7202/1012830ar>

RÉGIONS – AMÉRIQUES

Corruption and Politics in Latin America : National and Regional Dynamics

Stephen D. MORRIS
et Charles H. BLAKE, 2011, Londres,
Lynne Rienner Publishers, 287 p.

Cet ouvrage collectif s'inscrit tardivement dans la vague des recherches sur la corruption des années 1990. Depuis, l'intérêt pour le sujet s'est quelque peu étioilé, aussi bien dans le milieu universitaire qu'au sein des institutions internationales et régionales. La publication de ce livre est d'autant plus bienvenue et opportune. *Corruption and Politics in Latin America* propose une tentative de systématisation et de comparaison à partir d'études portant sur un ensemble disparate de pays latino-américains (Argentine, Bolivie, Brésil, Cuba, Mexique, Venezuela). La conclusion générale des directeurs de la rédaction fait état d'une certaine perplexité. Le processus de démocratisation et les réformes néolibérales semblent, contrairement aux attentes, avoir augmenté les niveaux de corruption dans la région. Plusieurs facteurs expliquent ce résultat pour le moins déroutant. Au premier chef, l'absence ou le démantèlement des agences de régulation, la concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif et l'extrême résilience du populisme. La reddition des comptes, la transparence dans la gestion des ressources publiques et le respect de l'État de droit ne parviennent pas encore, en Amérique latine, à contrebalancer les dispositifs bien huilés de la corruption politique.

Cette perplexité devant la persistance de la corruption est d'autant plus profonde que les auteurs soulignent,

et c'est tout en leur honneur, que les travaux disponibles sur la corruption en Amérique latine – et au-delà est-on tenté d'ajouter – ne permettent pas de comprendre vraiment quelles institutions contraignent ou incitent les acteurs corrompus, quelles sont les politiques anticorruption les plus efficaces, quel est l'impact de la corruption sur la société ou, encore, à quelles conditions l'opinion publique se mobilise contre les fonctionnaires et entrepreneurs véreux. À ces lacunes s'ajoutent des difficultés à la mesure de la corruption, inhérentes à toute activité liée à un marché noir ou gris.

Pour contourner en partie ces écueils, les études de cas sont organisées autour de trois axes fondamentaux : les grandes tendances de la corruption dans le pays étudié, l'impact de la corruption sur la vie politique et, enfin, les mesures anticorruption. Certaines études incluent un exposé sur les origines historiques et culturelles des comportements corruptifs. Elles se soldent toutes par une brève note prospective, toujours négative, voire pessimiste, avec l'exception partielle du Brésil.

Cet horizon plutôt sombre n'en est pas moins paradoxal. L'éveil des citoyens face aux effets délétères de la corruption semble plus fort que jamais. Des protestations populaires massives sont allées jusqu'à demander le départ de l'ensemble des élites politiques traditionnelles, sans distinctions partisans. La condamnation de la corruption dans les forums internationaux et régionaux est également unanime. Un grand nombre de conventions et de traités ont été signés ces dernières années. Mais tout cela n'a pas empêché la survie de véritables poches de résistance, où la corruption demeure la norme (services policiers, syndicats,

sociétés d'État), ni l'apparition de leaders dont le pouvoir repose très largement sur les stratégies et les tactiques du plus rance populisme (népotisme, distribution de prébendes, harcèlement constant de l'opposition), toutes intimement liées à la corruption.

Le recueil réussit son objectif de donner un premier aperçu de la corruption en Amérique latine à un public qui déborde le milieu universitaire. Ce faisant, il met en évidence la nécessité de renouveler les études sur la corruption en donnant une plus grande place aux études empiriques de fond. Les auteurs disent très peu, par exemple, sur les dispositifs qui lient, très concrètement, la corruption policière et le financement de la vie politique. Le rôle des institutions financières et des sociétés transnationales semble également négligé. Il aurait sans doute fallu porter une plus grande attention aux travaux déjà entamés par des journalistes et des chercheurs latino-américains, qui publient majoritairement en espagnol ou en portugais. Leurs enquêtes dévoilent de manière détaillée et fort bien documentée les racines et les mécanismes de la corruption, une connaissance absolument essentielle à un travail véritablement comparatif et scientifique.

Guillermo R. AUREANO
*Centre d'études sur la paix
 et la sécurité internationale (CEPSI)
 Université de Montréal et Université McGill*

RÉGIONS – ASIE

Asia's Free Trade Agreements. How is Business Responding ?

*Masahiro KAWAI et Ganeshan
 WIGNARAJA (dir.), 2011, Northampton,
 MA, Edward Elgar, 288 p.*

En dix ans, l'Asie est devenue la région du monde la plus active en matière de création d'ententes bilatérales

et régionales de commerce. Près d'une centaine d'accords de libre-échange (ALE) existent dans cette région et d'autres sont en négociation. Les accords, qui s'enchevêtrent, comportent chacun leurs règles et principes. Ce phénomène a été comparé à un bol de spaghettis par Jagdish Bhagwati, économiste de politique commerciale influent. Les ententes se superposent, s'entrecroisent et établissent des réseaux complexes. Cette image est devenue centrale aux études de politiques commerciales portant sur la forme organisationnelle des ententes et accords. Au multilatéralisme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'ajoutent des ententes régionales, plurilatérales et bilatérales. On parle maintenant du bol de nouilles asiatiques pour décrire la dynamique commerciale de cette région si densément tapissée d'ALE. Qu'est-ce que cela signifie pour les entreprises privées asiatiques ? Comment les petites, moyennes et grandes entreprises se positionnent-elles dans ce contexte ? Les multiples accords de libre-échange ont-ils un effet négatif sur les entreprises ? Comment celles-ci se retrouvent-elles dans toutes ces règles ? Bien des études ont été menées sur les retombées des ALE. Elles sont pour la majorité basées sur des modèles économétriques, ce qui permet de quantifier l'impact des accords sur les économies des pays et des régions. La présente étude menée sous l'égide de la Banque asiatique de développement aborde les choses autrement.

Les auteurs, sous la direction des économistes Masahiro Kawai et Ganeshan Wignaraja, ont procédé à une étude empirique ambitieuse qui consistait à interviewer plus de neuf cents hauts dirigeants d'entreprise pour connaître leur avis sur l'usage des règles des accords de libre-échange